Réponses aux avis

	Avis votés	Réponses aux avis
<p>Avis n°79-2025-1</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Conditions thermiques de travail des personnels dans les établissements</p> <p>Le froid intense, comme la forte chaleur, entraînent des impacts plus ou moins marqués sur l'état de santé, et des mesures de prévention sont indispensables dans ces situations de contrainte thermique. Selon l'Organisation mondiale de la santé, des risques d'atteintes à la santé sont réels lorsque les températures dans les locaux sont inférieures à 14 °C ou supérieures à 30 °C.</p> <p>Les représentant·es des personnels de la F3SCT79 rappellent à l'employeur qu'il doit mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs (article L. 4121-1 du Code du travail), en application des principes généraux de prévention du Code du travail. Il doit notamment prendre en compte les conditions de température lors de l'évaluation des risques (DUERP) et mettre en place des mesures de prévention appropriées.</p> <p>Le chauffage doit être assuré de telle façon qu'il maintienne une température convenable et qu'il ne donne lieu à aucune émanation délétère (article R. 4223-13 du Code du travail).</p> <p>Les représentant·es des personnels de la F3SCT79 rappellent à l'employeur, qu'il doit aussi veiller à ce que les locaux fermés affectés au travail soient chauffés pendant la saison froide.</p>	<p>Les risques liés à l'ambiance thermique font partie des risques évalués dans la démarche d'évaluation des risques de chaque école, EPLE, EREA.</p> <p>Les mesures de prévention prises le sont au regard du contexte de l'école, de l'établissement, en concertation avec la collectivité à qui les anomalies sont remontées.</p>
<p>Avis n°79-2025-2</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Transcription du Document Unique d'Evaluation des Risques (DUERP)</p> <p>Dans son premier alinéa, l'article R. 230-1 du code du travail définit les modalités de la transcription des résultats de l'évaluation des risques, tant sur sa forme que sur son contenu. Les résultats de l'évaluation des risques devront être transcrits sur un document unique, cela dans le souci de répondre à trois exigences :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de cohérence, en regroupant, sur un seul support, les données issues de l'analyse des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs ; • de commodité, afin de réunir sur un même document les résultats des différentes analyses des risques réalisées sous la responsabilité de l'employeur, facilitant ainsi le suivi de la démarche de prévention des risques en entreprise ; • de traçabilité, la notion de « <i>transcription</i> » signifiant qu'un report systématique des résultats de l'évaluation des risques doit être effectué, afin que l'ensemble 	<p>Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) présente le résultat de l'évaluation des risques professionnels concernant l'ensemble des agents placés sous la responsabilité hiérarchique du chef de service, quels que soient leurs lieux de travail.</p> <p>Le DUERP est le fondement de la démarche de prévention des risques professionnels permettant d'assurer la sécurité et de protéger la santé physique et mentale des agents.</p> <p>La forme et la structure du DUERP sont laissées à la libre appréciation de l'employeur, qu'il s'agisse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du type de support, de la présentation, des rubriques; - Des éventuelles formules de cotation des risques.

	<p>des éléments analysés figure sur un support. Celui-ci pourra être écrit ou numérique, laissant à l'employeur le soin de choisir le moyen le plus pratique de matérialiser les résultats de l'évaluation des risques. Dans tous les cas, l'existence de ce support traduit un souci de transparence et de fiabilité, de nature à garantir l'authenticité de l'évaluation. Pour tout support comportant des informations nominatives, l'employeur devra, conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, procéder à une déclaration auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.</p> <p>Outre l'obligation pour l'employeur de procéder à l'évaluation des risques, les représentant-es des personnels de la F3SCT79 demandent que l'employeur prenne toutes les dispositions nécessaires pour respecter la mise en place des trois exigences prévues à l'article R. 230-1 du code du travail.</p>	<p>Chaque chef d'établissement et directeur d'école choisit le support qu'il souhaite pour le DUERP (application académique, application mise à disposition par la collectivité, tableur Excel, ...)</p> <p>Un DUERP sous forme de tableur est proposé aux chefs d'établissements et directeurs d'écoles par le réseau de prévention académique, permettant la cohérence, la commodité et la traçabilité requises.</p>
<p>Avis n° n°79- 2025- 3</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Actualisation du Document Unique d'Evaluation des Risques (DUERP)</p> <p>Conformément à la nécessité d'inscrire l'évaluation des risques dans une démarche dynamique et donc, évolutive, selon l'article R. 230-1, second alinéa du code du travail, le décret prévoit trois modalités d'actualisation du document unique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le décret assure une garantie de suivi du document, dans la mesure où ce dernier doit faire l'objet d'une mise à jour au moins annuelle. • Le document doit être actualisé lorsque toute décision d'aménagement important modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail est prise, au sens du septième alinéa de l'article L.236-22 du code du travail. • Le décret prévoit la mise à jour du « document unique », « lorsqu'une information supplémentaire concernant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie ». Cette disposition, sur laquelle il convient d'insister, permet de tenir compte de l'apparition de risques dont l'existence peut, notamment, être établie par les connaissances scientifiques et techniques (ex.: troubles musculo-squelettiques, risques biologiques, risques chimiques, etc.), par la survenue d'accidents du travail, de maladies à caractère professionnel, ou par l'évolution des règles relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail (risques psychosociaux). <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 demandent que l'employeur prenne toutes les dispositions nécessaires pour actualiser le document unique des établissements scolaires en respectant les trois modalités citées dans l'article R.230-1 du code du travail.</p>	<p>Les directeurs d'écoles et chefs d'établissements actualisent le DUERP régulièrement (au moins une fois par an, lors de tout changement impactant de manière importante les conditions de travail et en cas d'information nouvelle relative aux risques professionnels).</p> <p>Le document unique d'évaluation des risques (DUERP) est mis à jour si la situation décrite dans le RSST porte à la connaissance du chef d'établissement ou du directeur d'école un nouveau risque, nécessite de réévaluer un risque existant ou encore d'ajuster des mesures de prévention.</p>

	<p>Dans le cadre de cette actualisation du DUERP, les représentant-es des personnels de la F3ST79 demandent que l'employeur prenne toutes les dispositions nécessaires pour intégrer d'une part les observations du RSST et les suites données dans le DUERP et d'autre part mettre à jour en le plan d'actions de prévention lié à ces observations.</p>	
<p>Avis n° n°79-2025-4</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Accessibilité du Document Unique d'Evaluation des Risques (DUERP)</p> <p>Conformément au quatrième alinéa de l'article R.230-1 du code du travail, le document unique relatif à l'évaluation des risques est mis à la disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des instances représentatives du personnel ; • des personnes soumises à un risque pour leur sécurité ou leur santé (à défaut d'instances représentatives du personnel) ; • du médecin du travail. <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 demandent que l'employeur prenne toutes les dispositions nécessaires pour informer les acteurs cités, dont les membres de la F3SCT, dans l'article R.230-1 du code du travail des modalités d'accessibilité du DUERP dans les établissements scolaires.</p>	<p>Les membres de la FSSSCT, lors d'une visite, les personnels de chaque structure éducative ainsi que le médecin du travail peuvent consulter le DUERP.</p> <p>Un avis indiquant les modalités d'accès des personnels au DUERP doit être affiché à une place convenable et aisément accessible dans les lieux de travail (article R. 4121-4 du code du travail).</p>
<p>Avis n° n°79-2025-5</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Conservation et accessibilité du Document Unique d'Evaluation des Risques (DUERP)</p> <p>Selon l'article L4121-3-1 V.-A du code du travail, le document unique d'évaluation des risques professionnels, dans ses versions successives, est conservé par l'employeur et tenu à la disposition des travailleurs, des anciens travailleurs ainsi que de toute personne ou instance pouvant justifier d'un intérêt à y avoir accès. La durée, qui ne peut être inférieure à quarante ans, et les modalités de conservation et de mise à disposition du document ainsi que la liste des personnes et instances sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>Les représentant-es des personnels de la F3STD79 demandent que l'employeur prenne toutes les dispositions nécessaires pour conserver le DUERP dans ses différentes versions et informer les personnels des établissements scolaires quant à son accessibilité.</p>	<p>Depuis le 31 mars 2022, les travailleurs mais également les anciens travailleurs, ont accès au DUERP, dans les versions en vigueur durant leur période d'activité dans l'entreprise. Cette mise à disposition du DUERP et de ses versions antérieures doit être effective pendant une durée de 40 ans à compter de son élaboration.</p> <p>Un avis indiquant les modalités d'accès des agents au DUERP doit être affiché à une place convenable et aisément accessible dans les lieux de travail (article R. 4121-4 du code du travail). Cela a été communiqué à l'ensemble des directeurs d'écoles et chefs d'établissements dans la circulaire de rentrée "Prévention, santé et sécurité au travail".</p>
<p>Avis n° n°79-2025-6</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Mise en œuvre des préconisations liées à l'organisation du travail suite aux visites de la F3SCT en 2023-2024.</p> <p>À la suite des différentes visites des membres de la F3SCT79 sur : « les conditions de travail des personnels dans le 1^{er} degré, en lien avec le climat scolaire », les</p>	<p>Les réunions de travail avec l'ensemble de l'équipe éducative sont organisées dans le cadre des 108 heures institutionnelles.</p>

	<p>représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent la mise en place d'actions dans l'organisation du travail afin d'améliorer les conditions de travail des personnels.</p> <p>Selon l'article L4121-1 du code du travail, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. Ces mesures comprennent :</p> <p>1° Des actions de prévention des risques professionnels, y compris ceux mentionnés à l'article du code du travail L.4161-1 ;</p> <p>2° Des actions d'information et de formation ;</p> <p>3° La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.</p> <p>L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.</p> <p>C'est pourquoi les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mette en œuvre des actions de prévention des risques professionnels en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organisant des réunions de travail avec l'ensemble de l'équipe éducative sur des temps d'école banalisés lorsque les situations de travail sont dégradées ; - resserrant le travail de proximité avec l'équipe de circonscription et l'équipe du RASED ; - améliorant la réactivité de la hiérarchie dans l'accompagnement des personnels dès la première alerte ; - mobilisant des moyens humains rapidement en cas de situation dégradée dès la première alerte ; - portant une vigilance, par le supérieur hiérarchique, à la santé et à la sécurité des personnels en charge de la situation problématique. 	<p>Afin d'en discuter entre pairs, entre enseignants, avec l'équipe du RASED, avec le CPD climat scolaire, avec les partenaires, cette problématique du climat scolaire peut être inscrite à l'ordre du jour des conseils des maîtres.</p> <p>Concernant la demande d'amélioration de la réactivité de la hiérarchie dans l'accompagnement des personnels dès la première alerte, c'est l'attention particulière qu'elle porte, avec l'ensemble de l'équipe de circonscription.</p> <p>Selon les situations dites dégradées, les personnels ressources concernés (CPD climat scolaire, brigade soutien, EMAS...) sont mobilisés.</p> <p>Concernant la santé et la sécurité des personnels, l'IEN s'attache à avoir des échanges réguliers avec les personnels en difficulté liée au climat scolaire. Les CPC sont également mobilisés.</p>
<p>Avis n° 79-2025-7</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Mise en œuvre des préconisations liées à l'organisation du travail dans tous les établissements scolaires.</p> <p>Selon l'article L4121-1 du code du travail, les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mette en œuvre les actions de prévention des risques professionnels précitées (79-225-6 du 14 janvier 2025) dans tous les établissements scolaires du département.</p>	<p>Les actions préconisées par la F3SCT ainsi que les réponses faites par l'administration sont publiées et portées à la connaissance des chefs d'établissements ainsi que des personnels du second degré.</p>
<p>Avis n° 79-2025-8</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Mise en œuvre des préconisations liées aux moyens supplémentaires suite aux visites de la F3SCT en 2023-24.</p> <p>À la suite des différentes visites des membres de la F3SCT79 sur : « les conditions de travail des personnels dans le 1^{er} degré, en lien avec le climat scolaire », les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent des moyens supplémentaires dans les situations de travail dégradées jusqu'à l'apaisement de la situation afin d'améliorer les conditions de travail des personnels.</p>	<p>La brigade soutien a vocation à intervenir sur une courte durée, pour aider l'équipe enseignante à analyser les problématiques et à rechercher des solutions. Cela implique que les brigades soutiens soient formés et en capacité à apporter une aide concrète aux équipes. L'aide ne peut pas se réduire à la présence d'un personnel surnuméraire.</p>

	<p>Selon l'article L4121-1 du code du travail, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.</p> <p>C'est pourquoi les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mette en œuvre des actions de prévention des risques professionnels en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mobilisant des moyens humains supplémentaires à travers notamment les brigades soutien jusqu'à apaisement de la situation ; - faisant intervenir la conseillère ou le conseiller pédagogique départemental climat scolaire dès les premiers signes de situations de travail dégradées ; - mettant en place des remplacements permettant de dégager du temps aux enseignant-es pour les temps de réunions et les tâches administratives à effectuer ; - nommant des personnels AESH en nombre suffisant pour honorer les notifications de la MDPH ; - respectant les notifications de la MDPH au sein des structures spécialisées et unités spécialisées ; - constituant des équipes de RASED complètes avec des moyens nécessaires et suffisants pour des interventions rapides et qui s'inscrivent dans la durée. 	<p>Le conseiller pédagogique départemental climat scolaire intervient sur avis de l'IEC de circonscription.</p> <p>Les réunions de travail et les tâches administratives sont organisées dans le cadre des 108 heures institutionnelles et lors des temps de décharge s'agissant des directeurs.</p> <p>Il existe une différence de temporalité entre les notifications de la MDPH et l'affectation des moyens AESH, ce qui peut expliquer que certaines notifications de la MDPH ne puissent pas être honorées.</p> <p>L'affectation des élèves notifiés dans des structures spécialisées dépend de la capacité d'accueil de ces structures, déterminée par l'ARS.</p> <p>Concernant les équipes RASED, les postes existent mais faute de candidatures, certains postes ne sont pas pourvus.</p>
<p>Avis n° n°79- 2025- 9</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Mise en œuvre des préconisations liées aux moyens supplémentaires dans tous les établissements scolaires.</p> <p>Selon l'article L4121-1 du code du travail, les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mette en œuvre les actions de prévention des risques professionnels précitées (79-225-8 du 14 janvier 2025) dans tous les établissements scolaires du département.</p>	<p>Les actions préconisées par la F3SCT ainsi que les réponses faites par l'administration sont publiées et portées à la connaissance des chefs d'établissements ainsi que des personnels du second degré.</p>
<p>Avis n° n°79- 2025- 10</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Formations dans les écoles visitées par la F3SCT en 2023-2024.</p> <p>À la suite des différentes visites des membres de la F3SCT79 sur : « les conditions de travail des personnels dans le 1^{er} degré, en lien avec le climat scolaire », les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent la mise en place de formations adaptées afin d'améliorer les conditions de travail des personnels.</p>	<p>Les formations sont mises en place sur du temps remplacé ou dans le cadre des 18 heures d'animations pédagogiques.</p> <p>Concernant l'accompagnement du CPD climat scolaire et les temps de formation qu'il dispense, cela a été fait, lors de situations difficiles, sur du temps remplacé.</p>

	<p>Selon l'article L4121-1 du code du travail, l'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.</p> <p>C'est pourquoi les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mette en œuvre des actions de prévention des risques professionnels en proposant des temps de formations sur du temps remplacé ou dans le cadre des 18 heures d'animations pédagogiques sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la problématique du climat scolaire ; - la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers ; - la gestion de crise ; - sur la santé et la sécurité au travail (élaboration du DUER, utilisation du RSST, connaissance des acteurs de prévention, ...). <p>De plus les représentant-es des personnels de la F3SCT79 demandent que l'employeur informe systématiquement les personnels sur les procédures concernant les accidents du travail, la protection fonctionnelle le dépôt de plainte et sur l'espace d'accueil et d'écoute des réseaux PAS.</p>	<p>Les PIAL, les chefs d'établissement et les IEN ont la possibilité de solliciter une sensibilisation ou une formation. Cela a été notamment le cas sur ce trimestre : le dernier rapport d'activité de l'EMAS fait état de formations en direction d'équipes pédagogiques. Sur la période septembre - décembre 2024, les thèmes étaient "accompagner les élèves rencontrant des difficultés", "cohésion de groupe et travail en équipe", "les TDAH".</p> <p>Tous les directeurs d'écoles sont ou seront formés à la gestion de crise, selon un calendrier pluriannuel. Certains directeurs, sur la base du volontariat, ont été formés lors de congrès scolaires, avec rétribution financière.</p> <p>Les directeurs d'école sont formés à la santé et à la sécurité au travail pendant une journée dans le cadre de leur formation initiale.</p> <p>Les informations concernant les accidents du travail, la protection fonctionnelle, le dépôt de plainte, l'espace d'accueil et d'écoute des réseaux PAS, sont disponibles sur l'Intranet et relayées par les IEN selon les situations.</p>
<p>Avis n° 79-2025-11</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Mise en œuvre des préconisations liées à la formation dans tous les établissements scolaires.</p> <p>Selon l'article L4121-1 du code du travail, les représentant-es des personnels de la F3SCT79 préconisent que l'employeur mette en œuvre les actions de prévention des risques professionnels précitées (79-225-10 du 14 janvier 2025) dans tous les établissements scolaires du département.</p>	<p>Les actions préconisées par la F3SCT ainsi que les réponses faites par l'administration sont publiées et portées à la connaissance des chefs d'établissements ainsi que des personnels du second degré.</p>
<p>Avis n° 79-2025-12</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Traçabilité des préconisations effectuées dans un rapport de visite</p> <p>Selon l'article L4121-3-1 V.-A du code du travail, le document unique d'évaluation des risques professionnels, dans ses versions successives, est conservé par l'employeur et tenu à la disposition des travailleurs, des anciens travailleurs ainsi que de toute personne ou instance pouvant justifier d'un intérêt à y avoir accès. La durée, qui ne peut être inférieure à quarante ans, et les modalités de conservation et de mise à disposition du document ainsi que la liste des personnes et instances sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>Le chef d'établissement ou le directeur d'école met à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) si la situation décrite par la F3SCT porte à sa connaissance un risque nouveau ou nécessitant de réévaluer un risque existant en ajustant des mesures de prévention.</p>

	<p>À la suite des différentes visites des membres de la F3SCT79 sur : « les conditions de travail des personnels dans le 1^{er} degré, en lien avec le climat scolaire », les représentant.es des personnels de la F3SCT79 préconisent une inscription au DUERP des écoles ou établissements concernés des différentes problématiques constatées et préconisations faites lors des rapports de visite.</p>	
<p>Avis n° 79-2025-13</p>	<p>Séance du 14 janvier 2025 : Réponses inscrites dans le Registre Santé et Sécurité (RSST)</p> <p>Les réponses apportées aux observations consignées dans le RSST utilisent trop souvent des éléments de langage génériques et prennent peu en compte la santé du personnel concerné. Par exemple, les suites données par l'employeur « En cours ; En attente des effets des actions et projets arrêtés lors de l'Equipe Educative » n'apportent aucune réponse sur les risques psychosociaux évoqués dans l'observation « je sais que je n'irai pas travailler sereinement demain ».</p> <p>Les réunions ou la transmission au service concerné ne peuvent constituer une réponse en soi.</p> <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 demandent que les réponses aux observations du RSST soient précises, circonstanciées et directement liées à la santé et la sécurité du personnel concerné.</p> <p>Les représentant-es des personnels de la F3SCT79 demandent que les réponses aux observations du RSST soient adaptées à l'urgence de la situation décrite par le personnel.</p>	<p>Le chef de service doit viser l'inscription portée sur le RSST. Il prend en compte la situation décrite et met en œuvre le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des actions de prévention - Des mesures de protection <p>Il peut solliciter pour conseil l'assistant de prévention de l'établissement.</p> <p>La réponse au RSST fait état des actions mises en place.</p>